

## Un ministère intégré

En 1968, Pierre Elliott Trudeau succède à M. Pearson avec une équipe composée, dit-il alors, « de nouvelles têtes et de nouvelles idées ». Par suite d'un examen approfondi de la politique étrangère, le nouveau gouvernement accorde la priorité absolue aux intérêts nationaux du Canada. Ainsi, la politique étrangère est définie comme le « prolongement des politiques nationales à l'étranger », notamment pour ce qui est de la justice sociale, de la croissance économique et de la qualité de vie.

Le Ministère s'adapte avec difficulté aux exigences du nouveau

premier ministre et doit se livrer à une guerre d'influence non seulement avec les autres ministères, mais aussi avec les conseillers en politique étrangère de M. Trudeau. Malgré tout, il continue de jouer un rôle déterminant dans la mise en œuvre du programme de politique étrangère du gouvernement. Ses compétences seront mises à contribution dans des dossiers aussi diversifiés que l'établissement de relations diplomatiques avec la République populaire de Chine et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui a entraîné l'ajout de plus de 1 million de milles carrés au territoire canadien.



En septembre 2006, le premier ministre Stephen Harper rencontre le président de l'Afghanistan, Hamid Karzai. Les diplomates canadiens œuvrent de concert avec des travailleurs humanitaires, des soldats et des policiers afin de soutenir les efforts que déploie le gouvernement afghan pour reconstruire le pays dévasté par la guerre.